

Novembre 2025 - <https://onpe.france-enfance-protgee.fr/>



Prévenir, repérer et répondre aux violences pendant les parcours de protection

L'ONPE organise un cycle de séminaires de recherche composé de 4 séances sur cette thématique. La 1ère séance intitulée «*saisir la pluralité des violences pouvant advenir en protection de l'enfance*» aura lieu le 18 décembre 2025 de 14h à 16h30 et tentera de définir les violences institutionnelles.

[En savoir plus](#)



Note ODPE

L'ONPE publie sa note biannuelle sur l'état des lieux de la mise en place des observatoires départementaux de la protection de l'enfance (ODPE) en 2024. L'ensemble des départements de France a répondu à l'enquête dans son intégralité. Cette note indique que 93 ODPE sont installés en 2024 sur le territoire national. Elle précise leur fonctionnement, leurs activités et interroge la mise en œuvre de leurs cinq missions et leurs besoins. [Lire la note](#)

Recherche

Regards croisés sur l'AEMO

Dans le cadre de son appel à projets ouvert 2022, l'ONPE a publié une recherche intitulée «*Scènes de familles. Regards croisés sur les réalités familiales et professionnelles en AEMO*». Retrouvez le rapport de

Agenda

1/12/25 - Paris

Prévenir les violences envers les jeunes enfants (0-6 ans)

[En savoir plus](#)

2-3 /12/25 - Louviers

recherche, la note de synthèse et le résumé sur le site. [En savoir plus](#)

Etudes et statistiques

Infos rapides justice

Le ministère de la justice publie dans cette revue deux numéros qui retiennent l'attention - [Le harcèlement scolaire, de l'école à la justice](#). Au cours de l'année scolaire 2023-2024, les incidents graves pouvant relever du harcèlement se sont avérés plus fréquents dans le second degré et étaient principalement l'œuvre de groupes de garçons âgés de 13 à 15 ans (0,8 pour 1 000 élèves en 2023-2024). Entre mars 2022, date d'entrée en vigueur du délit de harcèlement scolaire, et fin 2024, 10 100 affaires relatives à cette infraction ont été enregistrées par les parquets et 240 condamnations pour au moins une infraction de harcèlement scolaire ont été prononcées en première instance.

- [560000 condamnations prononcées en 2024](#). Ce nombre de condamnations définitives pour crime, délit ou contravention de 5^e classe a été prononcé par les juridictions françaises à l'encontre de personnes physiques (légère augmentation de 2,2 % par rapport à 2023). Les condamnations de personnes mineures au moment des faits affichent une baisse de 4 % entre 2023 et 2024.

**Protection de l'enfance -défis
collectifs d'aujourd'hui,
réussites de demain**
[En savoir plus](#)

3-4/12/25 - Paris

**La protection de l'enfance dans
tous ces États !**
[Plus d'informations](#)

3/12/25 - Paris

**Enfants en situation de
handicap et violences
sexuelles**
[En savoir plus](#)

4/12/25 - Paris

**Enlèvements parentaux -
mieux protéger les enfants**
[Plus de détails](#)

4-5/12/25 - Nancy

**Protéger sans enfermer -
l'autodétermination un levier
de la (r)évolution des pratiques
professionnelles**
[Plus de détails](#)

Les textes

- [Loi n° 2025-1057](#) du 6 novembre 2025 modifiant la définition pénale du viol et des agressions sexuelles
- [Proposition de loi](#) visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs / Annick Billon, 14/11/25
- [Proposition de loi](#) visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution / Laurence Rossignol, 13/11/25

Événements

550 millions d'euros jusqu'à fin 2028 en faveur de l'enfance protégée

Faire de la protection de l'enfance une «grande cause collective». C'est avec ce vœu qu'Olivier Sichel, directeur général de la Caisse des Dépôts, est venu à Albi le 13 novembre 2025 présenter aux élus réunis pour la première journée des Assises de Départements de France un important plan pour soutenir le secteur de l'Aide sociale à l'enfance. Il s'agira à la fois de crédits d'ingénierie, de prêts et d'investissement. Cet engagement ne part pas de rien : il s'inscrit dans la continuité des constats et propositions du rapport qu'Olivier Sichel avait remis en janvier dernier à Catherine Vautrin et Florence Dabin. [En savoir plus](#)

Institutions



Alors que la question de la délinquance des mineurs suscite des débats récurrents, ce **rapport du défenseur des droits** rappelle un principe fondateur : un enfant n'est pas un adulte. Sa maturité, sa compréhension du monde et son

Du côté des ministères

- La mission nationale mineurs non accompagnés publie son [rapport annuel](#) d'activité 2024. Il rend compte de l'évolution du nombre de MNA pris en charge, retrace les récentes évolutions législatives et réglementaires et vise également à présenter des pistes de réflexion dans l'accompagnement de ces mineurs.
- [Note](#) du ministère de l'Éducation nationale sur *l'évolution de la scolarité en milieu ordinaire des élèves en situation de handicap entre 2006 et 2024*.
- CP : remise du [rapport](#) sur la politique de lutte contre les violences intra-familiales intitulé "à vif"/ Gwenola Joly-Coz et Eric Corbaux/ 25/11/25

Publications

- N° 366 de la revue "*INSEE Focus*" : *En 10 ans, un peu moins d'enfants en situation de privation matérielle*. En 2024, en France métropolitaine, un enfant sur trois âgé de 1 à 15 ans subit au moins une privation parmi une liste de 15 éléments de la vie courante reconnus nécessaires. À titre d'exemple, plus d'un enfant sur dix vit dans un ménage n'ayant pas les moyens financiers de chauffer suffisamment son logement. De même, plus d'un enfant sur dix ne part pas en vacances pour des raisons financières. [Lire ce numéro](#)

discernement exigent une réponse judiciaire adaptée qui sanctionne mais qui en parallèle éduque, protège et prévient la récidive – une justice qui accompagne l'enfant dans sa reconstruction. [En savoir plus](#)

Parutions

Les violences sexistes et sexuelles en France en 2024

L'observatoire national des violences faites aux femmes, piloté par la Miprof publie sa lettre annuelle avec l'objectif de donner aux pouvoirs publics et à la société civile une vision aussi précise que possible de l'ampleur des violences de genre et de leur évolution. En 2024, les filles et les femmes demeurent les cibles principales des violences sexistes et sexuelles et ceci, à tout âge et dans toutes les sphères de leur vie personnelle et sociale. Les violences n'épargnent pas non plus les enfants qui représentent plus de la moitié des victimes de violences sexuelles enregistrées par les forces de sécurité en 2024 et plus d'une victime sur deux accueillie en unités médico-judiciaires (dont 614 enfants de 0 à 2 ans agressés sexuellement). Et quand les enfants ne sont pas la cible directe des violences sexuelles, le seul fait d'être exposé à la violence au sein du couple impacte durablement leur santé physique et psychologique ainsi que leur développement. [Lire la suite](#)

- Étude réalisée par le centre Hubertine Auclert sur les «[cyber]violences de genre chez les 11-18 ans : victimations, sexistes, sexuelles et LGBTphobes dans les collèges et lycées franciliens. [En savoir plus](#)

- La Cnape a mis à jour *un vadémécum juridique des lieux de vie et d'accueil*. Il s'adresse autant aux professionnels, aux institutions partenaires, qu'aux décideurs qui sont amenés à se positionner sur l'opportunité ou la pérennité de ces lieux. [Lire ce document](#)

- Le dernier numéro de la revue *Décodages* de l'ENPJJ s'intitule *penser l'accompagnement éducatif et pédagogique des MNA dans l'hospitalité aux langues*. Il présente une synthèse du rapport de la recherche *Plurilinguisme, mobilités et apprentissages* réalisée au sein d'une unité d'insertion de la PJJ par Michelle Auzanneau, Françoise Hickel et Malory Leclère. [En savoir plus](#)

- Le Secours Catholique publie son rapport statistique annuel *État de la pauvreté en France « 30 ans de regard sur les pauvretés »* et revient sur 30 ans d'observation de situations de pauvretés en France. Cette édition 2025 ouvre ses colonnes à l'historienne Axelle Brodiez-Dolino qui revient sur l'évolution de la perception de la pauvreté et des pauvres dans la société. [Lire le document](#)



Enfance maltraitée, les apports des neurosciences

La maltraitance impacte le cerveau avec des conséquences multiples pour l'enfant et l'adulte en devenir. Ces altérations cérébrales affectent à long terme le développement cognitif, relationnel, émotionnel, immunitaire, psychopathologique. Dans ce livre, Catherine Belzung rassemble les données neuroscientifiques qui mettent en lumière que négligence, maltraitance psychologique, abus sexuels, pauvreté ont des conséquences spécifiques et différenciés. Elle souligne également en quoi les séquelles de la maltraitance impactent les générations suivantes. En appui sur ces connaissances neurobiologiques, l'auteure ouvre des pistes de prévention et de soin pour aider les professionnels à prendre en charge la maltraitance infantile. [Plus d'infos](#)

**France Enfance
Protégée**

Journée des droits de l'enfant

A l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, célébrée le 20 novembre, France Télévisions a diffusé un documentaire

« À l'écoute » qui suit le travail de ceux qui écoutent la voix des enfants victimes d'agressions sexuelles ou de sévices corporels graves à la Réunion. Le spot gouvernemental rappelant l'importance de contacter le 119 a été diffusé. [Replay](#)



<http://www.linkedin.com/company/franceenfanceprotegee>

*Lettre réalisée par Françoise Delahaye, documentaliste sous la direction de Grégory Dubois, directeur de l'ONPE
Copyright © 2025 Observatoire national de la protection de l'enfance, All rights reserved.*